

**Réforme du lycée :
attention, danger !**

Nous avons été nombreux, en juin dernier, à désapprouver la décision du SNES : pour participer aux discussions avec De Gaudemar, nommé par le ministre, il avait dû signer des « Points de convergence », un état des lieux partagé. Accepter de passer sous ces fourches caudines - même si le SNES se satisfaisait d'avoir réussi à rectifier quelques formulations inquiétantes ! - pouvait être très mal reçu par les collègues, nous avons du mal à expliquer que le but était de peser sur la réforme. Mais, dans le contexte actuel, avec une rentrée qui s'avère catastrophique sur de nombreux plans, et alors que l'on annonce la suppression de 13500 postes en 2009 (sans parler des années suivantes), cette position est de moins en moins tenable. Où en est-on ? Après les déclarations de Darcos en juillet - que le SNES a jugées « précipitées » - une table ronde a réuni, le 27 août, De Gaudemar et les syndicats signataires. Les pistes de travail, les projets évoqués comportent un grand nombre d'éléments inquiétants : si le SNES se félicite que la voie technologique garde sa spécificité, on peut craindre que la nouvelle structure envisagée ait de graves conséquences. Les horaires seraient constitués de trois « blocs » : aux « enseignements généraux » s'ajouteraient des « enseignements complémentaires » et des « enseignements et activités d'accompagnement ». Quelles disciplines feront partie du premier bloc - et avec quels horaires (pensons, par exemple, aux SVT ou à la philosophie) ? Pour le second bloc, la « modularisation » des enseignements (les choix des élèves pourraient se porter sur des modules optionnels sur une base « infra-annuelle » (sic), c'est à dire par semestre voire sur une période plus courte...) n'aura-t-elle pas une influence sur le service des enseignants (annualisation) et sur le bac (comment évaluer ces enseignements ? avec des sortes d'unités de valeur capitalisables, et donc en contrôle continu?). Enfin le troisième bloc peut faire reporter sur les enseignants tout ce qui concerne l'orientation - ce qui permettrait d'évincer les collègues CO-Psy. Le ministre n'a eu de cesse de répéter que les horaires des lycéens étaient bien trop chargés : où seront donc les coupes qui permettront les économies à réaliser ? Pour l'heure le SNES demande, en préalable, que le calendrier soit revu (Darcos prévoyant que la nouvelle seconde se mette en place à la rentrée 2009) - mais il faut surtout qu'il se montre exigeant et intraitable sur les points essentiels. Poursuivre les discussions à tout prix serait suicidaire. Il faut parfois savoir claquer la porte !

Thierry CECILLE, Lycée Jean Prévost, Montivilliers.

GAGNER, C'EST POSSIBLE !

De plus en plus nombreux sont celles et ceux qui en prennent conscience : la sauvagerie de la mondialisation capitaliste ravage la terre - notre maison commune - et emporte partout où ils existaient les acquis sociaux obtenus hier de haute lutte.

Dans sa déclinaison française, la stratégie patronale combine positionnement sur les secteurs à haute valeur ajoutée et destruction massive d'emplois industriels, conservant prioritairement les emplois de service à la personne dits non qualifiés.

De tels choix économiques trouvent leur traduction dans notre secteur professionnel :

- Augmentation des effectifs des classes, suppressions de postes, réduction des horaires d'enseignement, disparition programmée des RASED, appauvrissement des contenus d'enseignement et socle commun. Pour les uns.
- Accès aux « meilleures » écoles, cours particuliers, classes préparatoires, grandes écoles et classement de Shangai. Pour les autres.

Et nous - les salariés de base, les fonctionnaires, les privés d'emploi, les Sans, les travailleurs pauvres, les mères célibataires, les RMistes et tous les excluEs - sommes de plus en plus nombreux à être convaincuEs que cela ne peut plus durer et qu'on ne peut continuer à subir sans réagir. C'est notre avenir et celui de nos enfants qui se jouent avec la disparition programmée de nos acquis professionnels, de notre système de retraite et la destruction organisée des Services Publics.

Retrouver le chemin de l'offensive ? C'est possible et c'est payant !

La mobilisation des réseaux associatifs contre le projet EDVIGE vient d'en faire la démonstration : oui, Sarko et son gouvernement ne sont pas invincibles. Et combien de petites (à l'échelle de la société) mais grandes victoires (pour leur bénéficiaire et tous ceux qui se sont mobilisés dans les réseaux comme RESF) contre l'arbitraire des expulsions ?

La **journée nationale interprofessionnelle du 7 octobre**, appelée unitairement par les confédérations syndicales doit prendre la forme d'un appel clair et ferme à la grève ; journée de lutte mondiale pour le travail, le 7 octobre est la date incontournable pour défendre nos droits et nos acquis, contre les abus du patronat et du gouvernement. Un appel à la grève est en discussion au sein des fédérations de fonctionnaires, et de l'éducation : il faut que cet appel voie le jour, et que le 7 soit une première étape de la construction d'un rapport de forces favorable.

La **manifestation nationale du dimanche 19 octobre** appelée par les fédérations de l'enseignement, les étudiants et lycéens, les parents d'élèves FCPE, les associations du monde éducatif : CRAP, GFEN, CEMEA, PEP, FRANCAS, Ligue de l'enseignement... (Et la liste n'est pas close !) doit sonner le début d'une mobilisation d'ensemble pour la défense de l'Ecole Publique, de nos conditions de travail, pour le pouvoir d'achat et contre la misère sociale.

TOUS À PARIS LE 19 OCTOBRE PLACE D'ITALIE À 14 HEURES !

Et réunissons-nous en AG les jours suivants dans nos établissements pour décider de la suite.

Lycée Prévert : en lutte contre les heures sup

Bien loin du "miracle d'organisation" dont se vantait Darcos à propos de la rentrée scolaire, celle du lycée Prévert de Pont Audemer restera dans les mémoires comme la pire que nous ayons vécue.

À la pré-rentrée, les personnels découvraient le passage en force du proviseur qui n'avait pas tenu compte du refus d'une majorité de collègues d'accepter des heures supplémentaires ne comptant ni cautionner les suppressions de postes, ni accepter le jeu de dupes du « travailler plus pour gagner plus » qui se substituerait à une augmentation salariale pour tous.

Comme si cela ne suffisait pas, les emplois du temps des élèves et des professeurs faisaient apparaître des dysfonctionnements majeurs. Options oubliées, créneaux non libérés pour la restauration, cours prévus sur l'heure des transports scolaires, classes avec 10 heures de cours sans interruption, heures par matière insuffisantes, salles de classe prévues pour 20 élèves dans lesquelles nous aurions dû en entasser 35...

Il aura fallu quatre assemblées générales réunissant la quasi-totalité des personnels en présence de représentants de la FCPE, ainsi que trois lettres au recteur, un tract aux élèves et parents, une réunion plénière en présence d'une proviseure de vie scolaire et une conférence de presse pour que le rectorat cède et accorde les moyens correspondant aux heures supplémentaires refusées.

Quant aux emplois du temps, le bricolage imposé aux enseignants comme aux élèves devait prendre fin le 15 septembre.

Il nous reste à vérifier que les engagements pris seront bien tenus, faute de quoi la mobilisation devra se poursuivre.

Pascal ADAMS, Françoise BARTLET, Sylvie FAVIER,
Lycée Jacques Prévert, Pont Audemer.

Suppression du samedi matin : après l'effet d'annonce, la pratique !

Annoncée l'an dernier, la suppression de 2 heures de classe le samedi matin se met effectivement en place, avec son cortège de conséquences néfastes pour les élèves et les enseignants.

Tout d'abord, tous les élèves ont perdu 2 heures de classe, alors que les programmes sont loin d'avoir été allégés : cela signifie moins de temps de recherche et de réflexion pour les élèves, et vive les compétences automatiques !

De plus, les enseignants doivent à présent deux heures « d'aide individualisée aux élèves en difficulté ». La mise en place de ces heures de soutien rallonge la journée de ces enfants, les stigmatise et n'aura pas d'efficacité réelle. Luc Ferry a d'ailleurs parfaitement décrypté la politique du gouvernement en expliquant sur Europe 1 que ce projet permettra de supprimer les RASED (Réseaux d'Aide Spécialisée aux Elèves en Difficulté), et ainsi d'économiser 8 000 postes !

À qui fera-t-on croire que c'est le bien des élèves et des enseignants qui prime ?

Enfin, l'organisation concrète dans les écoles pose de nombreux problèmes. En effet, chaque école a le « choix » d'organiser le soutien comme elle veut (ou comme elle peut). Les collègues peuvent travailler à des horaires différents au sein d'une même école, ce qui rend de plus en plus difficile le travail en équipe. L'administration n'a pas apporté de réponses à certaines questions, comme dans le cas d'absence de collègues, de refus des parents...

Comment se passe le soutien pour les remplaçants ? Aux enseignants de gérer les conséquences d'un projet auquel la grande majorité est pourtant loin d'adhérer.

Pour aider réellement les élèves, ce qu'il nous faut, ce sont des maîtres spécialisés, des classes moins chargées, des enseignants supplémentaires pour permettre le travail en petits groupes, du temps pour se réunir en équipe... En bref l'opposé de la politique de Darcos !

Stéphanie RIO, École E.Vaillant, Le Havre.

Carte scolaire dans le premier degré

Bilan : En Seine-Maritime, c'est 70 fermetures de postes pour 50 ouvertures et 12 postes E fermés. Comme nous sommes de bons élèves disciplinés, nous avons donc rendu les 29 postes que le ministère avait exigé pour les redistribuer au département de ...l'Eure ! Eh oui déshabiller Paul pour habiller Pierre, c'est comme ça qu'on travaille à moyens constants ! Sans compter les 11200 postes qu'il fallait supprimer à cette rentrée ! Mais attention, enseignants de l'Eure, « bien mal acquis ne profite jamais ! » L'an prochain, c'est 13500 postes qui seront rendus !!!

Lise CRAMOYSAN, École maternelle Paul Langevin, Le Havre.

Coup de projecteur sur la maternelle...

...Qui s'en serait bien passée. Après le rapport de Mme Tabarot (député UMP des Alpes Maritimes) en juillet sur le droit opposable de garde pour les enfants de 2 à 3 ans qui menace ouvertement les sections de petits des écoles maternelles (bien qu'elle s'en défende, mais nous avons appris depuis quelque temps en accéléré à lire entre les lignes !), elle invente : ...le jardin d'éveil ! !, c'est notre propre ministre de tutelle, Mr Darcos, qui nous fusille en plein cœur devant le sénat : « *Est-ce qu'il est vraiment logique, alors que nous sommes si soucieux de la bonne utilisation des crédits de l'Etat, que nous fassions passer des concours à bac+5 à des personnes dont la fonction va être essentiellement de faire faire des siestes à des enfants ou de leur changer les couches ? Je me pose la question.* » Et nous, nous nous posons 2 questions : 1) Mr Darcos est-il au courant que la 1^{ère} condition d'inscription à l'école maternelle est la « propreté » de l'enfant ? 2) devant tant de mauvaise foi et de mauvais esprit, peut-on encore faire confiance et croire que toutes ces réformes sont pour le bien des élèves et des enseignants ? Deux jours après la rentrée des classes, c'est Bentolila qui après son rapport calamiteux du début de l'année, écrit : « si l'école maternelle décide de participer à l'accueil des tout-petits, qu'elle le fasse avec sérieux et compétence ! » Merci, Mr Bentolila, on y pensera ! Et pour terminer, ce fameux fascicule sur la nouvelle organisation de l'école primaire dont les médias nous rabattent les oreilles, il est distribué à tous les élèves de l'école élémentaire ! Bien sûr, à l'école maternelle, on ne s'en plaint pas, mais quelle meilleure preuve que notre école n'est pas considérée tout à fait comme une vraie école ! Soyons vigilants ! Soyons offensifs, l'école maternelle mérite qu'on se batte pour la défendre !

Lise CRAMOYSAN, École maternelle Paul Langevin, Le Havre.

**POUR NOUS
CONTACTER**

76 : LE HAVRE : veronique.ponvert@orange.fr

ROUEN : annedesj@orange.fr

27 : BERNAY : pascal.didtsch@wanadoo.fr

PT AUDEMER : pascal.adams@wanadoo.fr

EVREUX : jp.pallois@voila.fr

LOUVIERS : philippe.thouement@wanadoo.fr